

Tribune libre

Pour ouvrir une nouvelle ère de la démocratie et des droits de l'homme

Les travailleurs sont les véritables « experts »

Par Yves Bongiorno, Tony Fraquelli, Christophe Godard et Jean-François Naton, militants syndicaux.

Les négociations sur le dialogue social se sont soldées le 21 janvier dernier par un échec cuisant pour le patronat. Au nom de la sacro-sainte compétitivité des entreprises, celui-ci avait pour ambition d'amputer les droits des salariés, de les désarmer sur le champ de la qualité du travail et des conditions de travail. Une

Penser le travail pour « panser » le travail doit être notre priorité syndicale. Cela ne peut se faire sans donner la parole aux véritables experts du travail, aux créateurs de richesses : les travailleurs eux-mêmes. En effet, lorsqu'il travaille, l'individu retrouve toujours ce qui lui est prescrit, il n'est jamais simple exécutant soumis. Les femmes et

« S'occuper du travail, c'est croire en l'être humain, en son génie, pour construire "la cité" où chaque travailleur devient citoyen. »

les hommes ne sont jamais totalement victimes de la parcellisation des tâches, des modes d'organisation du travail. Ils ne sont jamais totalement assujettis à la gestion, au marketing, à la communication... Car le travailleur recentre toujours le cadre prescrit de son activité professionnelle autour de ses propres normes de vie. Ainsi, au travers du moindre de ses actes, dans son activité réelle, il se construit, tisse des liens avec les autres, produit du lien social, de la solidarité, de la société... et de la subversion ! Nous touchons là le cœur d'une désobéissance susceptible de faire surgir la perspective des renversements à venir.

C'est un formidable potentiel pour le syndicalisme et l'ensemble des forces sociales progressistes qui souhaitent qu'adviennent enfin une véritable liberté et une démocratie au travail... Et au-delà ! S'occuper du travail, c'est croire en l'être humain, en son génie, pour construire « la cité » où chaque travailleur devient citoyen. Cette ambition impose le droit à la parole, à l'écoute, au respect, à la vérité, et exige la participation de tous et tous à partir des réalités de leur travail. C'est dans le travail, par la possibilité de s'exprimer directement sur son travail, qu'il faut restituer à l'être humain son pouvoir et sa capacité d'agir : il y trouve des outils individuels et collectifs pour « construire en

santé » une dimension essentielle de sa personnalité.

Les métiers sont l'aboutissement des collectifs construits par les travailleurs pour bien faire leur travail. Même si ces collectifs ont été mis à mal, les métiers ignorés, bafoués, ils sont toujours là, les travailleurs ne cessent de les construire et reconstruire dans l'invisibilité. Grâce à cela, encore des trains roulent, l'électricité arrive dans nos maisons, les services publics résistent malgré toutes les coupes claires. Les travailleurs font des miracles chaque jour. Même en voie d'affaiblissement, ce potentiel considérable ne sera jamais mort, il est le reflet de cette recherche d'émancipation des travailleurs. Mais il doit être maintenant mis en visibilité et reconnu. Permettre aux travailleurs d'exprimer leurs savoir-faire devenus des métiers, les valoriser, les transmettre aux plus jeunes, c'est se donner les moyens d'un nouveau développement du pays, que ce soit dans l'industrie ou les services.

Affirmer les liens entre les enjeux du travail, ceux de la santé et de l'organisation des solidarités dans la cité. Une telle volonté nous amène logiquement à penser la sécurité sociale d'aujourd'hui et de demain, celle qui garantira une sécurité sociale « santé », et une sécurité sociale « professionnelle ». Cette exigence d'un nouveau plan complet de mise en sécurité sociale s'inscrit dans une dynamique de prévention de la précarité et de la désinsertion professionnelles, une dynamique de lutte contre les inégalités, contre tous les processus d'exclusion ; un nouveau plan de sécurité sociale afin de se dégager d'une culture réparatrice, « compensatrice » du méfait accompli, c'est-à-dire d'une forme abusive de déni de la responsabilité par la redistribution, pour s'engager dans des démarches de prévention, d'éducation et de promotion du travail et de la santé : la recherche de solutions à la crise du vivre-ensemble ne passe pas par la casse du Code du travail, des IRP, et par la remise en cause des prérogatives des différents acteurs du travail et de la santé. Au contraire, nous devons conquérir de nouveaux droits. La citoyenneté, la liberté dans, par et avec le travail doivent s'installer dans toutes les entreprises et services de ce pays. Pour cela, le droit à la représentation collective pour tous les travailleurs, quelle que soit la taille de leur entreprise, est incontournable. Il s'agit d'ouvrir une nouvelle ère de la démocratie et des droits de l'homme au travail, de réinterpréter le sens et le rôle de l'entreprise, en l'affranchissant de la tutelle étroite et discrétionnaire des employeurs et des actionnaires, en accomplissant une nouvelle étape de l'émancipation du travail et des travailleurs. ●

LA CHRONIQUE

**PHILO
DE CYNTHIA
FLEURY**



Francine Bajande

Le travail malade

Quand la psychodynamique du travail (et non simplement sa psychopathologie) s'est développée, très vite elle a évoqué le renversement de l'attente. De quoi s'agit-il ? De la souffrance au travail qui ne se prend plus pour cible - autrement dit qui confine au suicide, ou à toutes autres formes de maladies physiques et psychiques - mais qui retourne sa violence contre les autres, c'est-à-dire par la mise en danger délibérée ou inconsciente d'autrui. L'affaire du copilote de la Luftansa relève peut-être de ce cas-là ? En tout cas, les situations où les employés transfèrent leur souffrance, vers des collègues ou clients, prolifèrent. Il est, du reste, aberrant de constater que l'émergence « consolidée » de ces cas soit nécessaire pour qu'une prise de conscience se produise, plus explicite et transformatrice de la part du monde du travail. Serait-ce là enfin la preuve tangible du peu de « rentabilité » de l'augmentation des risques psychosociaux ?

Le nouvel opus* de Vincent de Gauljac et de Fabienne Hanque est consacré, lui aussi très explicitement, à ce capitalisme paradoxant. Un système qui rend fou. On connaît la novlangue du management néolibéral avec son discours sur le changement, « prototype de l'ingénierie leurrent » car il ne s'agit nullement d'évoluer, de progresser, de faire du différent, mais à l'inverse de faire « plus » de même, en outre d'être plus performant.

Pour habiller cette course à la rentabilité, à l'ajustement sur l'humain, au profit, la société est prête à tous les mensonges et dénis. Petit tour d'horizon du manque

« Pour habiller cette course à la rentabilité, à l'ajustement sur l'humain, au profit, la société est prête à tous les mensonges. »

notion de productivité, et qui par le biais de l'ergonomie et de la participation salariale organise son propre licenciement ; les appels d'offres où l'essentiel n'est plus de bien faire mais de vendre ce que l'on va faire ; l'open space où l'impossible retrait met tout le monde sous surveillance panoptique. Face à cela, les conduites défensives sont pléthore. L'individu se clive, se met en pilotage automatique, lui-même se sentant harcelé harcelé son prochain, construit un faux self au « moi organisationnel hypertrophié », bascule dans le déni ou, dans le meilleur des cas, se résigne. « Vouloir libre : car la volonté est création : voilà ce que j'apprends ». Enseigne le Zarathoustra de Nietzsche. Humours jaune et noir sont déjà les prémices d'une libération, non pour s'échapper, mais pour déconstruire, et reconstruire ailleurs. ●

*Le Capitalisme paradoxant, Le Seuil, 2015. 288 pages, 21 euros.